

M. Macquarrie: Le ministre dit que le Canada suit et a suivi de très près les développements qui sont survenus en Europe. A mon avis, nous ne nous y sommes pas suffisamment arrêtés et c'est ce qui cause une partie de nos difficultés. Les progrès réalisés en Europe ont dépassé tout ce que nous pouvions imaginer et ce n'est que tardivement que le ministre et son collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, se sont empressés de prendre connaissance de ce qui s'y passait. Nous avons beaucoup trop tardé à montrer suffisamment d'intérêt devant cette énorme évolution sur la scène mondiale. Il en est beaucoup en Europe, dans les chancelleries du pouvoir et parmi ceux qui gouvernent, qui se sont demandés ces derniers mois si le désengagement militaire et politique du Canada allait s'accompagner d'un affaiblissement de son souci d'expansion économique en Europe. Le ministre a eu évidemment raison de signaler, comme il dit l'avoir fait, les dangers d'une polarisation commerciale et il est grand temps que nous commençons à nous préoccuper des risques de la situation et à en prendre conscience.

• (2.20 p.m.)

J'ai lu avec intérêt la déclaration du ministre sur l'évolution des pourparlers entre les deux Allemagnes ainsi que sur les relations et le déroulement des événements entre la République fédérale d'Allemagne d'une part et la Pologne et l'URSS d'autre part. Je conviens avec lui que l'Europe a connu pendant trop longtemps une confrontation stérile sur ces diverses questions et que le monde et les Allemands ont affronté trop longtemps une situation due simplement à un arrangement spécial pris à la fin de la guerre. Tout en me réjouissant de la tournure prise par les événements, des pourparlers entre Varsovie et Bonn et entre Moscou et Bonn, il nous faut continuer, il me semble, à regarder lucidement et non sans préoccupation la situation à Berlin qui demeure, comme elle l'est depuis des années, le point de mire de toutes les tensions et les confrontations mondiales dans la mesure où l'on peut en juger du point de vue diplomatique, politique et militaire. Nous ne devons pas oublier Berlin qui demeure une zone de vive préoccupation et de danger possible, voir même de danger d'explosion. Je remarque que le ministre a sermonné quelque peu, selon moi, certains Européens pour leur dire de ne pas se montrer trop négatifs au sujet des espoirs de conciliation. Je me demande si cette intervention ne nous fait pas paraître encore plus pharisaïques dans ces affaires.

Pour ce qui est de ce qu'a dit le ministre au sujet du colloque sur les déversements d'hydrocarbures, je ne m'y oppose pas et je suis tout à fait d'accord avec lui.

J'ai remarqué qu'il n'est pas du tout question de la Grèce dans ce document qui, d'autre part, touche à peine au Portugal. Cela me laisse songeur. Le rapport ne dit rien non plus au sujet de Chypre qui devrait certainement préoccuper l'OTAN et le Canada qui est membre de cet organisme. Pendant combien d'années encore l'ONU et le monde se contenteront-ils du statu quo à Chypre? Quand allons-nous amorcer des tentatives de médiation à cet égard? Est-ce que cela doit rester pour toujours une affaire d'occupation militaire?

Enfin, monsieur l'Orateur, respectueux de la tradition qui veut ces déclarations courtes, et n'ayant reçu qu'il y a une ou deux minutes à peine le texte de la déclaration du ministre, je terminerai en souscrivant sincèrement et cha-

leureusement à ce qu'il a dit de M. Cross qui, par son courage, sa dignité, voire son charme dans des conditions d'angoisse et de tension, a mérité le respect et l'affection indéfectibles de tous les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, le député de Hillsborough (M. Macquarrie) semblait un peu marri de recevoir un peu tardivement le texte de la déclaration du ministre. Je pourrais lui dire qu'il a de la chance qu'on ne la lui ait pas envoyée par la poste.

Je tiens à souhaiter la bienvenue au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) à son retour ici, et à lui dire qu'il nous manque toujours lorsqu'il est absent. La déclaration qu'il a faite à la Chambre portait principalement sur deux questions dont la première a trait aux problèmes qu'entraîne l'élargissement de la Communauté économique européenne. Je dois dire que la déclaration du ministre ne nous apprend pas grand-chose. Le gouvernement ne s'est absolument pas rendu compte, au cours de ces huit ou neuf dernières années, que la Grande-Bretagne et les autres pays membres de l'AELLE évoluaient vers l'établissement de liens avec le Marché commun soit sous la forme d'une adhésion comme membres à part entière, soit sous la forme d'une association. Ce n'est que depuis quelques mois que le gouvernement a réalisé ce qu'il pourrait en résulter pour nos échanges commerciaux, notamment en ce qui concerne l'agriculture.

Il suffit que nous nous rendions compte que, simultanément avec l'élargissement de la Communauté économique européenne, nous avons à faire face, à présent, à un courant protectionniste de plus en plus puissant aux États-Unis pour comprendre qu'un isolement complet du Canada ou son absorption au sein de l'économie américaine sont des éventualités tout à fait plausibles. A l'heure actuelle, le Congrès des États-Unis examine une loi commerciale qui grèverait de droits de douanes très élevés l'importation de certaines marchandises; cette loi permettrait également au président des États-Unis de mettre en vigueur à tout moment des droits d'entrée supplémentaires. Le Congrès des États-Unis discute aussi de la création d'une société d'État qui rembourserait aux compagnies les droits déjà prélevés sur les marchandises exportées, ce qui équivaldrait à une subvention. Cela permettrait évidemment aux Américains de se tailler une place très avantageuse sur le marché canadien.

J'espère que le gouvernement fera très bientôt une déclaration pour préciser sa position à cet égard. Il est bien bon que le ministre vienne nous dire, comme il l'a fait aujourd'hui, que le Canada compte profiter de plus en plus de l'élargissement de la CEE pour étendre notre marché d'exportation, non seulement pour nos matières premières et nos produits semi-ouvrés mais encore pour les produits finis de nos industries de transformation. Oui, mais comment?

L'hon. M. Sharp: En vendant.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Quelle sera la position du gouvernement par rapport non seulement aux contingents et aux tarifs qui seront imposés dans l'actuel Marché commun européen, mais par rapport à